

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 1042

(C - 97/14131)

20 MAI 1997. — Arrêté royal portant approbation du protocole de gestion entre l'Etat, la Financière TGV, la Société nationale des Chemins de fer belges et la Société fédérale de Participations

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, notamment les articles 3, § 1<sup>er</sup>, 4, § 2, et 10;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances daté du 10 mars 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 mars 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Financière TGV est appelée à réaliser dans les délais les plus brefs une première tranche du financement du projet TGV organisé par la loi du 17 mars 1997 précitée et qu'il convient d'en préciser au préalable les termes de référence dans le protocole de gestion visé à l'article 10 de la même loi;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 1997 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le protocole de gestion, conclu entre l'Etat belge, la Financière TGV, la Société nationale des Chemins de fer belges et la Société fédérale de Participations, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et Notre Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

Annexe

PROTOCOLE DE GESTION

Entre :

1. L'ETAT BELGE, représenté par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et par le Ministre des Transports (ci-après dénommé « l'Etat »);

2. La FINANCIERE TGV, société anonyme de droit public, dont le siège social est établi avenue Louise 54, 1050 Bruxelles, représentée par Robert TOLLET, Président du conseil d'administration, et Etienne SCHOUPE, Administrateur délégué, en vertu de l'article 19 de ses statuts (ci-après dénommée la « Financière TGV »);

## MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 1042

(C - 97/14131)

20 MEI 1997. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het beheersprotocol tussen de Staat, HST-Fin, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Federale Participatiemaatschappij

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, inzonderheid op de artikelen 3, § 1, 4, § 2, en 10;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 10 maart 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de omstandigheid dat HST-Fin op zeer korte termijn een eerste schijf van de financiering van het HST-project, georganiseerd door voornoemde wet van 17 maart 1997, dient te realiseren en dat het aangewezen is om ter zake vooraf het referentiekader nader te bepalen in het beheersprotocol bedoeld in artikel 10 van dezelfde wet;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 maart 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid; 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het beheersprotocol, gesloten tussen de Belgische Staat, HST-Fin, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Federale Participatiemaatschappij, opgenomen in bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Minister van Vervoer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

Bijlage

BEHEERSPROTOCOL

Tussen :

1. DE BELGISCHE STAAT, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en door de Minister van Vervoer (hierna genoemd « de Staat »);

2. HST-FIN, naamloze vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel te Louizalaan 54, 1050 Brussel, vertegenwoordigd door Robert TOLLET, Voorzitter van de raad van bestuur, en Etienne SCHOUPE, Gedelegeerd bestuurder, krachtens artikel 19 van haar statuten (hierna genoemd « HST-Fin »);

3. La SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES, société anonyme de droit public, dont le siège social est établi rue de France 85, 1060 Bruxelles, représentée par Michel DAMAR, Président du conseil d'administration, et Etienne SCHOUPE, Administrateur délégué, en vertu de l'article 21 de ses statuts (ci-après dénommée la « S.N.C.B. »);

4. La SOCIÉTÉ FÉDÉRALE DE PARTICIPATIONS, société anonyme de droit public, dont le siège social est établi avenue Louise 54, 1050 Bruxelles, représentée par Monsieur Robert Tillet, Président du conseil d'administration, et Messieurs Jean Courtin et Paul Van Rompuy, Administrateurs délégués, en vertu de l'article 31 de ses statuts (ci-après dénommée la « S.F.P. »);

Considérant que la S.F.P. et la S.N.C.B. ont été chargées, aux termes de l'article 2 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, de constituer la Financière TGV, dont l'objet est la prise de participation dans le capital de la S.N.C.B. afin de contribuer, dans l'intérêt public, à la réalisation de l'infrastructure et à l'acquisition du matériel roulant nécessaires à l'exploitation des lignes pour le Train à Grande Vitesse (« TGV ») sur le territoire belge;

Considérant que le cadre pour le financement du projet TGV a été tracé par le Conseil des Ministres en sa séance du 16 février 1996;

Considérant que la Financière TGV est ainsi appelée à financer les investissements en infrastructure et matériel roulant du projet TGV, selon un calendrier établi par le Conseil des Ministres, par la souscription d'actions privilégiées sans droit de vote de la S.N.C.B., conférant à la Financière TGV un dividende garanti et un intéressement au chiffre d'affaires TGV de la S.N.C.B.;

Considérant que le présent Protocole, prévu par l'article 10 de la loi du 17 mars 1997 précitée, vise à préciser les conditions dans lesquelles la Financière TGV exécutera sa mission;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Sources de fonds et gestion financière

Article 1<sup>er</sup>. En vue de leur approbation par le Ministre des Finances, requise par l'article 9, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 17 mars 1997 précitée, les termes des emprunts et swaps visés au même article seront communiqués préalablement au Trésor, représenté par l'Administrateur général de la Trésorerie, selon des modalités pratiques à convenir entre celui-ci et la Financière TGV.

L'octroi de la garantie de l'Etat pour les emprunts et les swaps visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> consiste dans l'apposition de la griffe de l'Administrateur général de la Trésorerie sur les documents représentatifs de ces emprunts et swaps.

Art. 2. La Financière TGV et la S.N.C.B., en coopération étroite, feront leurs meilleurs efforts en vue de réaliser dans les délais les plus brefs le transfert à la Financière TGV, par voie de novation ou, à défaut, par toute autre technique à effet équivalent :

— de l'emprunt d'un milliard six cent septante-cinq millions (1 675 000 000) de francs français contracté par la S.N.C.B. auprès de la Banque européenne d'Investissement en vertu d'un contrat de financement du 16 septembre 1993 en vue du financement de la Phase 1 du projet TGV;

— de l'emprunt de trente milliards (30 000 000 000) de yen japonais contracté par la S.N.C.B. auprès de la Banque européenne d'Investissement en vertu d'un contrat de financement du 21 novembre 1995 en vue du financement de la Phase 1-B du projet TGV;

— des swaps que la S.N.C.B. a conclus pour la couverture du risque de change afférent aux emprunts susvisés, à savoir les swaps des 15 décembre 1993 et 27 juin 1995 avec General Re Financial Products Corporation, les swaps des 8 décembre 1993 et 7 février 1994 avec AIG Financial Products Corporation et les swaps des 28 février 1994 et 10 novembre 1995 avec Morgan Guaranty Trust Company of New York.

Compte tenu des conditions de ces swaps, la Financière TGV reprendra les emprunts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> à la valeur totale de dix-huit milliards huit cent cinquante-quatre millions septante-cinq mille (18 854 075 000) francs et aux conditions prévues aux conventions en cours relatives à ces emprunts et swaps. Le transfert de ceux-ci produira ses effets dès la date de constitution de la Financière TGV, les charges et produits y afférents étant pour le compte de celle-ci à partir de cette date, *pro rata temporis*.

3. De NATIONALE MAATSCHAPPIJ DER BELGISCHE SPOORWEGEN, naamloze vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel te Frankrijkstraat 85, 1060 Brussel, vertegenwoordigd door Michel DAMAR, Voorzitter van de raad van bestuur, en Etienne SCHOUPE, gedelegeerd bestuurder, krachtens artikel 21 van haar statuten (hierna genoemd de « N.M.B.S. »);

4. De FEDERALE PARTICIPATIEMAATSCHAPPIJ, naamloze vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel te Louizalaan 54, 1050 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer Robert Tillet, Voorzitter van de raad van bestuur, en de Heren Jean Courtin en Paul Van Rompuy, Gedelegeerd bestuurders, krachtens artikel 31 van haar statuten (hierna genoemd de « F.P.M. »);

Overwegende dat, luidens artikel 2 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, de F.P.M. en de N.M.B.S. gelast zijn met de oprichting van HST-Fin die tot doel heeft deel te nemen in het kapitaal van de N.M.B.S. teneinde in het openbaar belang bij te dragen tot de verwezenlijking van de infrastructuur en tot de aanschaffing van het rollend materieel noodzakelijk voor de exploitatie van de lijnen voor de Hogesnelheidstrein (« HST ») op het Belgisch grondgebied;

Overwegende dat het kader voor de financiering van het HST-project door de Ministerraad werd bepaald in zijn zitting van 16 februari 1996;

Overwegende dat HST-Fin aldus tot taak heeft om de investeringen in infrastructuur en rollend materieel van het HST-project te financieren, volgens een kalender vastgesteld door de Ministerraad, door inschrijving op preferente aandelen zonder stemrecht van de N.M.B.S., die HST-Fin recht geven op een gewaarborgd dividend en een percentage van de HST-omzet van de N.M.B.S.;

Overwegende dat dit Protocol, voorzien door artikel 10 van voornoemde wet van 17 maart 1997, beoogt de voorwaarden volgens welke HST-Fin haar opdracht zal vervullen, nader te regelen;

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

#### HOOFDSTUK 1. — Oorsprong van fondsen en financieel beheer

Artikel 1. Met het oog op hun goedkeuring door de Minister van Financiën, vereist door artikel 9, §§ 1 en 2, van voornoemde wet van 17 maart 1997, worden de voorwaarden van de leningen en swaps bedoeld in hetzelfde artikel voorafgaandelijk medegedeeld aan de Schatkist, vertegenwoordigd door de Administrateur-generaal van de Thesaurie, overeenkomstig de praktische modaliteiten die tussen hem en HST-Fin dienen te worden overeengekomen.

De toekenning van de Staatswaarborg voor de leningen en swaps bedoeld in het eerste lid bestaat in het aanbrengen van de naamstempel van de Administrateur-generaal van de Thesaurie op de documenten die deze leningen en swaps vertegenwoordigen.

Art. 2. HST-Fin en de N.M.B.S. zullen zich inspannen, in nauwe samenwerking, om, bij wege van novatie of, bij ontstentenis, via enige andere techniek met gelijkwaardig effect, zo spoedig mogelijk de overdracht naar HST-Fin te realiseren :

— van de lening van één miljard zeshonderdvijfenzeventig miljoen (1 675 000 000) Franse frank, door de N.M.B.S. bij de Europese Investeringsbank aangaande krachtens een financieringsovereenkomst van 16 september 1993 met het oog op de financiering van Fase 1 van het HST-project;

— van de lening van dertig miljard (30 000 000 000) Japanse yen, door de N.M.B.S. bij de Europese Investeringsbank aangaande krachtens een financieringsovereenkomst van 21 november 1995 met het oog op de financiering van Fase 1-B van het HST-project;

— van de swaps die de N.M.B.S. is aangegaan voor de dekking van het wisselrisico met betrekking tot voornoemde leningen, namelijk de swaps van 15 december 1993 en 27 juni 1995 met General Re Financial Products Corporation, de swaps van 8 december 1993 en 7 februari 1994 met AIG Financial Products Corporation en de swaps van 28 februari 1994 en 10 november 1995 met Morgan Guaranty Trust Company of New York.

Rekening houdend met de voorwaarden van deze swaps, zal HST-Fin de leningen bedoeld in het eerste lid overnemen tegen de totale waarde van achttien miljard achthonderdvierenvijftig miljoen vijftienzestigduizend (18 854 075 000) frank en tegen de voorwaarden bepaald in de lopende overeenkomsten met betrekking tot deze leningen en swaps. De overdracht van deze laatste zal uitwerking hebben vanaf de datum van oprichting van HST-Fin, waarbij betreffende de kosten en opbrengsten vanaf die datum *pro rata temporis* voor haar rekening zijn.

La S.N.C.B. supportera les frais afférents au transfert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et tiendra la Financière TGV indemne de tout risque de change résiduel relatif aux emprunts visés au même alinéa ainsi que de toute perte que la Financière TGV pourrait subir à l'occasion de l'apport de sa créance envers la S.N.C.B., résultant de la reprise de ces emprunts, au capital de la S.N.C.B.

Art. 3. La Financière TGV fera ses meilleurs efforts en vue d'attirer des capitaux privés à hauteur d'au moins dix milliards (10 000 000 000) de francs pour le 31 octobre 1997 au plus tard.

Les caractéristiques des titres à émettre aux investisseurs privés et les modalités et calendrier de leur émission, y compris le choix de la méthode d'émission, publique ou privée, et, le cas échéant, de la cotation à une bourse de valeurs mobilières, belge ou étrangère, sont soumis à l'approbation préalable du Ministre des Finances et du Ministre des Transports (ci-après les « Ministres de tutelle »), après délibération en Conseil des Ministres.

Art. 4. La S.E.P. souscrita à des augmentations du capital de la Financière TGV pour un montant total de huit milliards (8 000 000 000) de francs, à concurrence d'un milliard (1 000 000 000) de francs pendant chacun des exercices 1998 à 2005, selon des modalités à définir dans une convention à conclure avec l'Etat.

Art. 5. La Financière TGV se chargera de manière autonome de la gestion financière, de trésorerie et de comptabilité de son activité. Elle pourra avoir recours gratuitement aux départements financier et comptable de la S.N.C.B. pour une assistance technique en ces matières, selon des modalités pratiques à convenir entre les parties.

## CHAPITRE II. — Apport, entretien et vente d'immeubles

Art. 6. A titre de libération des actions de la Financière TGV que la S.N.C.B. a souscrites lors de la constitution de la Financière TGV, la S.N.C.B. apportera à celle-ci, conformément au calendrier prévu à l'article 6, § 2, de la loi du 17 mars 1997 précitée, des biens immobiliers de son domaine privé, repris dans la liste qui figure en Annexe A.1 au présent Protocole, d'une valeur totale d'au moins dix milliards (10 000 000 000) de francs.

Aux fins de leur apport à la Financière TGV, les biens immobiliers en question seront évalués à leur valeur vénale telle qu'elle sera établie, avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année de leur apport, par les Comités d'Acquisition auprès de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. La S.N.C.B. fournira toutes les informations nécessaires à ces Comités en vue de l'accomplissement de leur mission.

La liste en Annexe A.1 pourra être modifiée de commun accord entre la Financière TGV et la S.N.C.B. La S.N.C.B. pourra librement choisir la séquence selon laquelle les biens repris dans cette liste seront apportés à la Financière TGV, ainsi que ceux de ces biens qui ne seront pas apportés dans l'hypothèse où la valeur totale de dix milliards (10 000 000 000) de francs est atteinte par l'apport de moins de la totalité des biens repris dans cette liste.

Dans la mesure où l'apport du dernier bien nécessaire à la constitution de cette valeur minimale entraîne un dépassement de celle-ci, l'excédent sera enregistré comme prime d'émission dans les livres de la Financière TGV. Le cas échéant, lors de la liquidation de la Financière TGV, cette prime sera restituée à la S.N.C.B. au même titre que ses apports au capital.

Si la somme des valeurs vénales des biens repris dans l'Annexe A.1 est inférieure à dix milliards (10 000 000 000) de francs, la S.N.C.B. s'engage à céder à la Financière TGV, à titre de libération des actions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un ou plusieurs autres biens immobiliers de son domaine privé dont la valeur vénale, établie conformément à l'alinéa 2, est au moins égale au solde restant à apporter.

La S.N.C.B. garantit qu'au moment de leur apport, les biens apportés à la Financière TGV en application du présent article (ci-après les « Immeubles ») répondront aux conditions énoncées à l'Annexe A.2 au présent Protocole, sous réserve de ce qui est prévu dans la même annexe et sauf accord contraire entre la Financière TGV et la S.N.C.B.

Art. 7. Les Immeubles seront entretenus et gardés gratuitement par la S.N.C.B. jusqu'à leur aliénation par la Financière TGV. La S.N.C.B. conservera dès lors la gestion et la charge des éventuels contrats en

De N.M.B.S. zal de kosten dragen met betrekking tot de overdracht bedoeld in het eerste lid en zal HST-Fin vrijwaren voor elk residueel wisselrisico betreffende de leningen bedoeld in hetzelfde lid alsook voor elk verlies dat HST-Fin zou kunnen lijden naar aanleiding van de inbreng van haar schuldverdragen op de N.M.B.S., voortvloeiend uit de overneming van deze leningen, in het kapitaal van de N.M.B.S.

Art. 3. HST-Fin zal zich inspannen om privé-kapitaal ten bedrage van minimum tien miljard (10 000 000 000) frank aan te trekken tegen uiterlijk 31 oktober 1997.

De kenmerken van de effecten uit te geven aan de privé-investeerders en de modaliteiten en kalender van hun uitgifte, met inbegrip van de keuze van de methode van uitgifte, publiek of privaats, en, in voorkomend geval, van de notering op een effectenbeurs, in België of in het buitenland, zijn onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Financiën en de Minister van Vervoer (hierna de « Voogdijministers »), na beraadslaging in Ministerraad.

Art. 4. De F.P.M. zal inschrijven op kapitaalsverhogingen van HST-Fin voor een totaal bedrag van acht miljard (8 000 000 000) frank, ten belope van één miljard (1 000 000 000) frank tijdens elk van de boekjaren 1998 tot 2005, volgens modaliteiten vast te stellen in een met de Staat te sluiten overeenkomst.

Art. 5. HST-Fin zal op autonome wijze instaan voor het financieel, thesaurie- en boekhoudkundig beheer van haar activiteit. Zij zal kosteloos een beroep kunnen doen op de financiële en boekhoudkundige diensten van de N.M.B.S. voor technische bijstand in deze aangelegenheden, volgens praktische modaliteiten overeen te komen tussen de partijen.

## HOOFDSTUK II. — Inbreng, onderhoud en verkoop van onroerende goederen

Art. 6. Ter volstorting van de aandelen van HST-Fin waarop de N.M.B.S. bij de oprichting van HST-Fin heeft ingeschreven, zal de N.M.B.S., overeenkomstig de kalender bepaald in artikel 6, § 2, van voornoemde wet van 17 maart 1997, in HST-Fin onroerende goederen uit haar privaat domein inbrengen, opgenomen in de lijst in Bijlage A.1 bij dit Protocol, voor een totale waarde van ten minste tien miljard (10 000 000 000) frank.

Met het oog op hun inbreng in HST-Fin zullen de betrokken onroerende goederen worden gewaardeerd op hun verkoopwaarde zoals deze vóór 1 juli van het jaar van hun inbreng zal worden bepaald door de Comités tot Aankoop bij de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, de registratie en domeinen. De N.M.B.S. zal aan deze Comités alle informatie verstrekken die noodzakelijk is ter vervulling van hun opdracht.

De lijst in Bijlage A.1 kan worden gewijzigd bij wederzijds akkoord tussen HST-Fin en de N.M.B.S. De N.M.B.S. zal vrij de volgorde kunnen bepalen waarin de goederen opgenomen in de lijst in HST-Fin worden ingebracht, alsook de goederen die niet zullen worden ingebracht in de hypothese waarin de totale waarde van tien miljard (10 000 000 000) frank wordt bereikt door de inbreng van minder dan de totaliteit van de goederen opgenomen in deze lijst.

Voor zover de inbreng van het laatste goed dat nodig is om deze minimumwaarde te bereiken, leidt tot een overschrijding daarvan, zal het overschot in de rekeningen van HST-Fin als uitgiftepremie worden geboekt. In voorkomend geval zal deze premie bij de vereffening van HST-Fin aan de N.M.B.S. worden terugbetaald op gelijke voet met haar inbrengen in het kapitaal.

Indien de som van de verkoopwaarden van de goederen opgenomen in Bijlage A.1 minder dan tien miljard (10 000 000 000) frank bedraagt, verbindt de N.M.B.S. er zich toe om, bij wijze van volstorting van de aandelen bedoeld in het eerste lid, aan HST-Fin één of meerdere andere onroerende goederen uit haar privaat domein over te dragen waarvan de verkoopwaarde, bepaald overeenkomstig lid 2, ten minste gelijk is aan het saldo dat nog dient te worden ingebracht.

De N.M.B.S. waarborgt dat de goederen ingebracht in HST-Fin ter uitvoering van dit artikel (hierna de « Onroerende Goederen ») op het ogenblik van hun inbreng zullen beantwoorden aan de voorwaarden aangegeven in Bijlage A.2 bij dit Protocol, onder voorbehoud van hetgeen in dezelfde bijlage wordt bepaald en behoudens andersluidend akkoord tussen HST-Fin en de N.M.B.S.

Art. 7. De Onroerende Goederen zullen, tot hun vervreemding door HST-Fin, kosteloos worden onderhouden en bewaakt door de N.M.B.S. De N.M.B.S. zal dienvolgens het beheer en de last behouden van de

cours relatifs aux Immeubles, tels que les contrats d'entretien, et effectuera, sous sa responsabilité et à ses frais, les travaux d'entretien et réparations nécessaires pour maintenir les Immeubles dans l'état où ils se trouvent au moment de leur apport à la Financière TGV. La S.N.C.B. assurera également la surveillance des Immeubles.

Au cas où la Financière TGV ferait usage du droit qui lui est reconnu à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de donner tout ou partie des Immeubles en location, les obligations de bailleur en ce qui concerne la délivrance et la jouissance paisible des lieux seront assumées par la S.N.C.B. à ses frais, à la décharge de la Financière TGV, ce qui fera l'objet d'une clause spécifique dans les baux à conclure. La Financière TGV avertira la S.N.C.B. en temps utile de la conclusion de tout bail relatif à l'un des Immeubles.

La S.N.C.B. souscrira pour compte et au profit de la Financière TGV, pour chacun des Immeubles, une ou plusieurs polices d'assurance couvrant les risques identifiés à l'Annexe B au présent Protocole et répondant aux autres conditions énoncées à la même annexe, ou étendra au bénéfice de la Financière TGV les polices qu'elle a déjà souscrites si elles couvrent les mêmes risques et répondent aux mêmes conditions. Ces risques seront couverts jusqu'au jour de l'aliénation des biens en question par la Financière TGV. Les primes et cotisations des polices seront prises en charge par la S.N.C.B., qui s'engage à en effectuer le paiement à la date de leur échéance. La S.N.C.B. remettra à la Financière TGV un original des polices et de leurs avenants éventuels.

Art. 8. La Financière TGV fera ses meilleurs efforts pour aliéner les Immeubles dans le respect du planning financier indicatif repris dans l'Annexe C au présent Protocole. Dans l'attente de cette aliénation, la Financière TGV pourra donner en location à toute personne de droit privé ou public tout ou partie des Immeubles selon les conditions du marché.

L'aliénation des Immeubles se fera selon les modalités à établir par le conseil d'administration de la Financière TGV. Aux fins de réaliser ces aliénations dans les meilleures conditions, la Financière TGV pourra s'adjoindre les services de spécialistes du secteur immobilier.

Le produit net de l'aliénation des Immeubles sera affecté en priorité à la réduction des besoins de trésorerie de la Financière TGV.

### CHAPITRE III. — Apports à la S.N.C.B. et affectation des fonds

Art. 9. Dans les trente jours de l'entrée en vigueur du présent Protocole, la S.N.C.B. émettra et la Financière TGV souscrira un milliard (1 000 000 000) d'actions privilégiées sans droit de vote, représentatives du capital social, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125) francs chacune. Ces actions seront régies par les conditions d'émission qui figurent en Annexe D au présent Protocole.

La Financière TGV libérera les actions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comme suit :

— avant le 1<sup>er</sup> juin 1997, à concurrence de soixante-trois milliards (63 000 000 000) de francs, dont quarante-quatre milliards cent quarante-cinq millions neuf cent vingt-cinq mille (44 145 925 000) francs en numéraire et dix-huit milliards huit cent cinquante-quatre millions septante-cinq mille (18 854 075 000) francs par apport de sa créance envers la S.N.C.B. résultant de la reprise des emprunts et swaps visés à l'article 2;

— le 30 juin 1997, à concurrence de dix-sept milliards (17 000 000 000) de francs, en numéraire;

— le 30 juin 1998, à concurrence de quinze milliards (15 000 000 000) de francs, en numéraire;

— le 30 juin 1999, à concurrence de quinze milliards (15 000 000 000) de francs, en numéraire;

— le 30 juin 2000, à concurrence de quinze milliards (15 000 000 000) de francs, en numéraire.

Les sommes en numéraire précitées seront versées, aux dates précitées et en fonds immédiatement disponibles, au compte bancaire de la S.N.C.B. désigné par avis écrit de celle-ci à la Financière TGV au moins cinq jours ouvrables avant la date de libération.

Art. 10. La S.N.C.B. affectera les fonds apportés par la Financière TGV à la réalisation des investissements en infrastructure et matériel roulant nécessaires à l'exploitation des lignes TGV sur le territoire belge,

eventuelle lopende contracten met betrekking tot de Onroerende Goederen, zoals de onderhoudscontracten, en zal, op haar verantwoordelijkheid en op haar kosten, de noodzakelijke onderhoudswerken en herstellingen uitvoeren om de Onroerende Goederen te bewaren in de staat waarin zij zich bevinden op het tijdstip van hun inbreng in HST-Fin. De N.M.B.S. zal eveneens het toezicht op de Onroerende Goederen waarnemen.

Ingeval HST-Fin gebruik zou maken van haar recht krachtens artikel 8, eerste lid, om alle of een deel van de Onroerende Goederen te verhuren, zal de N.M.B.S. op haar kosten, ter ontlasting van HST-Fin, de verbintenissen van de verhuurder betreffende de levering en het ongestoord genot van de goederen op zich nemen, hetgeen het voorwerp zal uitmaken van een bijzondere clausule in de af te sluiten huurovereenkomsten. HST-Fin zal de N.M.B.S. te gepasten tijde in kennis stellen van het sluiten van elke huurovereenkomst betreffende een Onroerend Goed.

De N.M.B.S. zal voor rekening en ten gunste van HST-Fin voor elk van de Onroerende Goederen één of meerdere verzekeringspolissen afsluiten die de risico's vermeld in Bijlage B bij dit Protocol dekken en die beantwoorden aan de andere voorwaarden vermeld in dezelfde bijlage, of zal de reeds afgesloten polissen uitbreiden naar HST-Fin indien zij dezelfde risico's dekken en aan dezelfde voorwaarden beantwoorden. Deze risico's zullen worden gedekt tot op de dag van de vervreemding van de betrokken goederen door HST-Fin. De verzekeringspremies en -bijdragen zullen worden gedragen door de N.M.B.S., die er zich toe verbindt de betaling ervan uit te voeren op de vervaldag. De N.M.B.S. zal aan HST-Fin een origineel van de polissen en hun eventuele bijvoegsels overmaken.

Art. 8. HST-Fin zal zich inspannen om de Onroerende Goederen te vervreemden met inachtneming van de indicatieve financiële planning opgenomen in Bijlage C bij dit Protocol. In afwachting van deze vervreemding zal HST-Fin aan elke persoon van privaot of publiek recht alle of een deel van de Onroerende Goederen kunnen verhuren aan marktvoorwaarden.

De vervreemding van de Onroerende Goederen zal gebeuren volgens de modaliteiten vast te stellen door de raad van bestuur van HST-Fin. Teneinde deze vervreemdingen tegen de beste voorwaarden te realiseren, zal HST-Fin een beroep kunnen doen op de diensten van specialisten in de immobiliënssector.

De netto-opbrengst van de vervreemding van de Onroerende Goederen zal bij voorrang worden aangewend tot vermindering van de thesauriebehoeften van HST-Fin.

### HOOFDSTUK III. — Inbrengen in de N.M.B.S. en bestemming van de fondsen

Art. 9. Binnen dertig dagen vanaf de inwerkingtreding van dit Protocol zal de N.M.B.S. één miljard (1 000 000 000) preferente aandelen zonder stemrecht, die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, met een nominale waarde van honderdvijftientig (125) frank elk, uitgeven en zal HST-Fin op deze aandelen inschrijven. Deze aandelen zullen worden beheerst door de uitgiftevoorwaarden opgenomen in Bijlage D bij dit Protocol.

HST-Fin zal de aandelen bedoeld in het eerste lid volstorten als volgt :

— vóór 1 juni 1997, ten belope van drieënzestig miljard (63 000 000 000) frank, waarvan vierenvierentig miljard honderdvijfveertig miljoen negenhonderdvijftientig duizend (44 145 925 000) frank in geld en achttien miljard achthonderdvierenvijftig miljoen vijfenzeventigduizend (18 854 075 000) frank door inbreng van haar schuldverdragen op de N.M.B.S. voortvloeiend uit de overneming van de leningen en swaps bedoeld in artikel 2;

— op 30 juni 1997, ten belope van zeventien miljard (17 000 000 000) frank, in geld;

— op 30 juni 1998, ten belope van vijftien miljard (15 000 000 000) frank, in geld;

— op 30 juni 1999, ten belope van vijftien miljard (15 000 000 000) frank, in geld;

— op 30 juni 2000, ten belope van vijftien miljard (15 000 000 000) frank, in geld.

De hogervermelde bedragen in specien zullen worden gestort, op voornoemde data en in onmiddellijk beschikbare fondsen, op de bankrekening van de N.M.B.S. waarvan deze laatste HST-Fin ten minste vijf werkdagen vóór de dag van de storting schriftelijk in kennis stelt.

Art. 10. De N.M.B.S. zal de door HST-Fin ingebrachte fondsen bestemmen voor de verwezenlijking van de investeringen in infrastructuur en rollend materieel noodzakelijk voor de exploitatie van de

conformément au plan décennal d'investissement 1996-2005 de la S.N.C.B. approuvé par le Conseil des Ministres le 5 juillet 1996, y compris les investissements déjà réalisés par la S.N.C.B. à la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Pour la partie de ces investissements déjà réalisée et préfinancée par la S.N.C.B., celle-ci pourra satisfaire à la condition d'affectation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> en procédant, avant le 31 décembre 2005, à une réduction de son endettement à concurrence du montant du préfinancement, hors les emprunts repris par la Financière TGV en vertu de l'article 2, soit seize milliards huit cent quarante-six millions neuf cent vingt-cinq mille (16 846 925 000) francs, ladite réduction étant à mesurer par rapport aux prévisions du plan « Objectif 2005 », adopté par le conseil d'administration de la S.N.C.B. le 15 février 1996.

Art. 11. La S.N.C.B. peut, sous sa responsabilité, utiliser provisoirement les fonds apportés par la Financière TGV à des fins autres que celles prévues à l'article 10 en attendant le paiement effectif des dépenses d'investissement du projet TGV. Une telle affectation devra être spécifiquement autorisée par le comité de direction de la S.N.C.B. qui, à cet effet, prendra les dispositions et mesures nécessaires pour assurer que les fonds requis soient disponibles pour rencontrer les dépenses d'investissement TGV. Le comité de direction veillera également à ce que toute affectation provisoire s'effectue dans le respect des règles de la Communauté européenne régissant les activités et le financement de la S.N.C.B.

Le comité de direction de la S.N.C.B. ne pourra décider d'une affectation provisoire des fonds qu'en présence du commissaire du Gouvernement. Si celui-ci estime que cette affectation est susceptible de compromettre le paiement de dépenses d'investissement TGV aux échéances prévues, celle-ci ne pourra avoir lieu que de l'accord des Ministres de tutelle.

Art. 12. Au cas où la Financière TGV aurait des besoins de trésorerie imprévus résultant de développements exogènes, l'Etat marque par la présente son intention de voter à l'assemblée générale de la S.N.C.B. en faveur d'un dividende supplémentaire pour les actions privilégiées sans droit de vote visées à l'article 9, dans les limites prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2, deuxième tiret, de la loi du 17 mars 1997 précitée.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 13. Sans préjudice des obligations qui lui incombent en vertu de l'arrêté royal du 13 avril 1997 portant exécution de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, la S.N.C.B. fournira à la Financière TGV toutes les informations relatives aux investissements du projet TGV qu'elle est tenue de transmettre au Ministre des Transports en vertu du contrat de gestion entre l'Etat et la S.N.C.B.

La Financière TGV peut, lorsque les conditions fixées dans le cadre de ses propres emprunts ou émissions de titres lui imposent de donner d'autres renseignements ou documents à ses prêteurs ou investisseurs que ceux visés à l'arrêté royal du 13 avril 1997 précité ou à l'alinéa 1<sup>er</sup>, requérir ces renseignements ou documents de la S.N.C.B., qui s'engage à les lui fournir, selon le cas, sur demande ou sur une base régulière.

Art. 14. Les informations à soumettre par la Financière TGV aux institutions de l'Union européenne en rapport avec les subsides octroyés par celles-ci pour le projet TGV belge devront être attestées par les commissaires-reviseurs de la Financière TGV.

Art. 15. La Financière TGV fournira aux Ministres de tutelle des rapports semestriels sur l'exécution de sa mission. Les Ministres de tutelle peuvent arrêter la forme et les rubriques de ces rapports.

Art. 16. Le présent Protocole est conclu pour une durée de trente ans à dater du jour de sa signature.

Art. 17. Le présent Protocole et ses annexes, qui en font partie intégrante, ont été établis en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

HST-lijnen op het Belgisch grondgebied, overeenkomstig het tienjaren-investeringsplan 1996-2005 van de N.M.B.S., goedgekeurd door de Ministerraad op 5 juli 1996, met inbegrip van de investeringen die reeds door de N.M.B.S. zijn uitgevoerd op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol.

Voor het deel van deze investeringen dat reeds door de N.M.B.S. is uitgevoerd en geprefinancierd, zal deze laatste aan de bestemmingsvoorwaarde bepaald in het eerste lid kunnen voldoen door vóór 31 december 2005 over te gaan tot een vermindering van haar schulden ten belope van het bedrag van de prefinanciering, buiten de leningen overgenomen door HST-Fin krachtens artikel 2, zijnde zestien miljard achthonderdzesenzeventig miljoen negenhonderdvijfentwintig duizend (16 846 925 000) frank, waarbij deze vermindering dient te worden gemeten volgens de vooruitzichten van het plan « Objectif 2005 », goedgekeurd door de raad van bestuur van de N.M.B.S. op 15 februari 1996.

Art. 11. De N.M.B.S. kan, op haar verantwoordelijkheid, in afwachting van de daadwerkelijke betaling van de investeringsuitgaven van het HST-project, de fondsen ingebracht door HST-Fin voorlopig aanwenden voor andere doeleinden dan deze bepaald in artikel 10. Een dergelijke aanwending dient specifiek te worden toegestaan door het directiecomité van de N.M.B.S. dat daartoe de nodige regelingen en maatregelen dient te treffen om te verzekeren dat de vereiste fondsen beschikbaar zijn om tegemoet te komen aan de HST-investeringsuitgaven. Het directiecomité zal er eveneens over waken dat elke voorlopige aanwending geschiedt met inachtneming van de regels van de Europese Gemeenschap die op de activiteiten en de financiering van de N.M.B.S. van toepassing zijn.

Het directiecomité van de N.M.B.S. kan enkel in aanwezigheid van de Regeringscommissaris beslissen over een voorlopige aanwending van de fondsen. Indien deze oordeelt dat deze aanwending de betaling van de HST-investeringsuitgaven op de voorziene vervaldagen in het gedrang zou kunnen brengen, kan deze aanwending enkel geschieden met het akkoord van de Voogdijministers.

Art. 12. Ingeval HST-Fin onvoorziene thesauriebehoeften zou hebben ten gevolge van exogene ontwikkelingen, geeft de Staat bij deze zijn voornemen te kennen om op de algemene vergadering van de N.M.B.S. te stemmen ten gunste van een bijkomend dividend voor de preferente aandelen zonder stemrecht bedoeld in artikel 9, binnen de grenzen bepaald in artikel 4, § 1, 2<sup>o</sup>, lid 2, tweede gedachtenstreepte, van voornoemde wet van 17 maart 1997.

#### HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

Art. 13. Onverminderd de verplichtingen die op haar rusten krachtens het koninklijk besluit van 13 april 1997 ter uitvoering van artikel 3, § 2, lid 2, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, zal de N.M.B.S. aan HST-Fin alle informatie betreffende de investeringen van het HST-project bezorgen die zij krachtens het beheerscontract tussen de Staat en de N.M.B.S. aan de Minister van Vervoer moet overmaken.

Indien de voorwaarden bepaald in het kader van haar eigen leningen of uitgaven van effecten HST-Fin opleggen andere inlichtingen of documenten aan haar geldschietters of investeerders te bezorgen dan deze bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 13 april 1997 of in het eerste lid, kan zij deze inlichtingen of documenten van de N.M.B.S. vereisen, die zich ertoe verbindt om haar deze te bezorgen, naargelang van het geval, op verzoek of op regelmatige basis.

Art. 14. De informatie die HST-Fin aan de instellingen van de Europese Unie dient te verstrekken in verband met de subsidies die door hen worden toegekend voor het Belgische HST-project, dient te worden geattesteerd door de commissarissen-revisoren van HST-Fin.

Art. 15. HST-Fin zal aan de Voogdijministers halfjaarlijkse verslagen overmaken met betrekking tot de uitvoering van haar opdracht. De Voogdijministers kunnen de vorm en de rubrieken van deze verslagen bepalen.

Art. 16. Dit Protocol wordt afgesloten voor een duur van dertig jaar vanaf de datum van zijn ondertekening.

Art. 17. Dit Protocol en zijn bijlagen, die er een integrerend deel van uitmaken, zijn gesteld in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde de twee teksten gelijkwaardig authentiek.

Art. 18. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Protocole sera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1997, en quatre exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat belge :  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

Pour la Financière TGV :  
Le Président du conseil d'administration,  
R. TOLLET

L'Administrateur délégué,  
E. SCHOUPE

Pour la S.N.C.B. :  
Le Président du conseil d'administration,  
M. DAMAR

L'Administrateur délégué,  
E. SCHOUPE

Pour la S.F.P. :  
Le Président du conseil d'administration,  
R. TOLLET

Les Administrateurs délégués,

J. COURTIN

P. VAN ROMPUY

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT  
Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

Art. 18. Elk geschil betreffende de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van dit Protocol valt onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Gedaan te Brussel op 24 april 1997, in vier originele exemplaren, waarvan elke partij verklaart één exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Belgische Staat :  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

Voor de HST-FIN :  
De Voorzitter van de raad van bestuur,  
R. TOLLET

De gedelegeerd bestuurder,  
E. SCHOUPE

Voor de N.M.B.S. :  
De Voorzitter van de raad van bestuur,  
M. DAMAR

De gedelegeerd bestuurder,  
E. SCHOUPE

Voor de F.P.M. :  
De Voorzitter van de raad van bestuur,  
R. TOLLET

De gedelegeerd Bestuurders,

J. COURTIN

P. VAN ROMPUY

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT  
De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

#### MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1043

[S - C - 97/16076]

13 MARS 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995, notamment l'article 32, § 2, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 1989, 23 novembre 1990, 19 avril 1993, 15 mai 1995 et 25 février 1996;

Vu l'avis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que, dans le cadre de la préparation du budget 1997, il a été décidé de diminuer les cotisations obligatoires imposées aux abattoirs pour le secteur bovin et de les

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 1043

[S - C - 97/16076]

13 MAART 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995, inzonderheid op artikel 32, § 2, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 1989, 23 november 1990, 19 april 1993, 15 mei 1995 en 25 februari 1996;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat, in het kader van de voorbereiding van de begroting 1997, werd beslist om de verplichte bijdragen opgelegd aan de